

avait suivi les bandits jusqu'à l'embouchure du *Crathis* : et imitant Scipion devant Numance, comme ses soldats ne se battaient point encore avec assez de courage, il leur fit construire une muraille fortifiée et retranchée, longue de 7 milles allemands [environ 44 lieues], qui sépara de l'Italie toute la presqu'île Bruttienne <sup>1</sup>, ferma la route aux bandits qui s'en revenaient de Reggio, et leur coupa les vivres. Mais Spartacus força les lignes durant une nuit obscure d'hiver, et au printemps de 683 <sup>2</sup>, il reprenait la campagne en Lucanie. Tout ce travail pénible de Crassus avait été fait en vain. Le Romain commence à désespérer d'accomplir seul sa mission, et demande au Sénat que les troupes de Macédoine avec Marcus Lucullus, que celles de l'Espagne citérieure avec Gnaeus Pompée, soient appelées à son aide. Il n'était pas nécessaire pourtant d'en venir à ces extrémités : la désunion chez les bandits, et leur présomption folle suffirent pour annuler de nouveau leurs derniers succès. Gaulois et Celtes voulurent encore se tenir en dehors de l'alliance dont le Thrace était la tête et l'âme : réunis sous des chefs de leurs nations, *Gannicus* et *Castus*, ils allèrent se faire massacrer par les Romains. Une fois, non loin d'un lac en Lucanie, Spartacus les sauva, en se montrant à temps : ils plantèrent alors leur camp près du sien ; mais Crassus ayant pu occuper Spartacus avec leur cavalerie, enveloppa au même moment les Gaulois, les obligea à combattre séparés de leurs alliés, et les détruisit. Ils périrent tous au nombre de 42,300 après une vaillante lutte, tous blessés par devant, et sans reculer

71 av. J.-C.

Les armées  
insurgées  
se divisent.  
Leur défaite.

<sup>1</sup> Les lignes de Crassus ayant 7 milles allemands de longueur (Sallust. *Hist.* 4, 19, éd. Dietsch : Plutarch. *Crassus*, 10), elles n'allaient point, comme on l'a dit, de *Squillace* au *Pizzo* : elles étaient plus au nord, du côté de *Castrovillari* et *Cassano* : là, la presqu'île, en ligne droite, n'est guère large que de 6 milles [12 lieues environ].

72.

72-71.

<sup>2</sup> Crassus avait pris le commandement dès 682 : on le voit par ce fait que les consuls avaient été laissés de côté (Plut. *Crassus*, 10) ; et la preuve que l'hiver de 682 à 683 se passa devant les lignes ressort de ce fait qu'elles furent forcées durant une « nuit neigeuse » (Plut. *loc. cit.*).

d'une semelle. Spartacus, alors, chercha à se jeter avec sa bande dans les montagnes de *Pételia* (*Strongoli*, en Calabre) : il battit à plates coutures l'avant-garde romaine qui le suivait dans sa retraite. Victoire plus nuisible d'ailleurs au vainqueur qu'au vaincu. Énivrés par leur succès, les bandits ne veulent pas aller plus loin, et obligent leur chef à marcher de la Lucanie sur l'Apulie, où les attend un dernier et décisif combat. Spartacus, avant d'en venir aux mains, avait tué son cheval. Il était resté avec les siens dans la bonne et la mauvaise fortune : il voulut leur montrer que pour lui, que pour tous il y allait de la vie. Le combat commencé, il se jeta dans la mêlée avec le courage du lion : deux centurions tombèrent sous ses coups : blessé, genoux à terre, il frappait encore de sa lance l'ennemi qui le pressait. Ainsi finit ce grand chef de bandes, et avec lui, ses meilleurs compagnons : ils moururent de la mort des hommes libres et des vaillants soldats (683). La victoire avait été chèrement achetée. Alors commença par toute l'Apulie et la Lucanie, une chasse à outrance comme on n'en avait jamais vu, et de la part des légions victorieuses, et de la part du corps de Pompée, arrivé d'Espagne sur ces entrefaites, après la destruction des Sertoriens. On éteignit dans le sang les derniers brandons de l'incendie. Il se fit encore quelque agitation dans le sud, où une bande prit et pillà la petite cité de *Thempsa*, par exemple : dans l'Étrurie, si maltraitée naguère par les expropriations de Sylla, la paix n'était point entière : on put dire cependant qu'en somme et officiellement, elle régnait désormais dans la péninsule. Les aigles honteusement perdues étaient reconquises : la seule victoire remportée sur les Gaulois en avait rendu cinq ; et sur toute la voie qui va de Capoue à Rome, six mille croix, portant les cadavres des esclaves suppliciés, attestaient le triomphe de l'ordre et la suprématie du droit public de Rome sur l'esprit de rébellion et d'indépendance.

71 av. J.-C.

Jetons encore, en nous retournant en arrière, un regard

Coup d'œil  
général sur le  
gouvernement de  
la restauration.

sur les événements des dix années qui suivirent la Restauration de Sylla. Ni dans ceux du dedans, ni dans ceux du dehors, rien, sans doute, qui atteignît le nerf vital de la nation romaine : rien qui nécessairement la menaçât d'un danger sérieux, ni dans l'insurrection de Lépide, ni dans l'entreprise des émigrés d'Espagne, ni dans les guerres de Thrace, de Macédoine ou d'Asie-Mineure, ni dans les incursions des pirates ou les révoltes des esclaves. Pourquoi donc sur presque tous les points l'état romain avait-il eu à lutter pour sa propre existence ? C'est que jamais quand le mal pouvait être facilement vaincu au début, on n'avait marché droit au mal : en négligeant les plus simples précautions, on avait laissé ouverte la porte aux mésaventures, aux revers les plus effrayants : des sujets et des rois les moins puissants on avait fait des adversaires aussi forts que soi. Rome avait vaincu la démocratie et les esclaves rebelles : mais ses victoires n'avaient ni relevé le moral du vainqueur, ni ajouté à ses forces matérielles. Les deux plus fameux généraux du parti au pouvoir avaient, durant huit ans, mené la guerre contre l'insurgé Sertorius, guerre signalée par plus de défaites que de triomphes. Était-il bien honorable de n'avoir pu venir à bout de lui et de ses guerillas espagnoles, et de ne devoir qu'au poignard de ses affidés la fin de la lutte à l'avantage de la République ? Où était la gloire pour Rome dans sa victoire sur les esclaves ? N'y avait-il pas honte plutôt de les avoir eus si longtemps en face, combattant à égalité de succès ? Un peu plus d'un siècle seulement s'était écoulé depuis les guerres hannibaïennes, et voici que tout bon Romain se sentait la rougeur au front, en constatant l'effrayante et rapide décadence de la nation, à partir de cette grande époque. Alors, les esclaves avaient résisté comme des murs aux vétérans du Carthaginois : aujourd'hui devant les bâtons de valets en révolte, la milice italienne se dispersait comme folle paille. Alors, le moindre officier devenait général au besoin, et se tirait d'affaire, sinon heureusement, du moins

toujours à son honneur ! Aujourd'hui on a toutes les peines du monde à trouver dans le haut état-major un capitaine de quelque talent. Alors, la République allait prendre son dernier paysan à la charrue, plutôt que de renoncer à la conquête de la Grèce et de l'Espagne : aujourd'hui, on abandonnerait presque les deux territoires depuis longtemps conquis, pour ne plus songer qu'à défendre l'Italie contre une horde d'esclaves en révolte ! Un Spartacus put un jour, comme un autre Hannibal, parcourir avec ses hommes armés toute la péninsule, du Pô au détroit de Sicile, battre deux consuls, menacer Rome du blocus ! Pour attaquer la Rome d'autrefois, il avait fallu le plus grand capitaine de l'antiquité : aujourd'hui, il a suffi de l'audace d'un chef de bandits ! Faut-il s'étonner de ce qu'après ces tristes triomphes sur les rebelles et les brigands, rien ne se ravive ou rajeunisse dans la République ? Parlerai-je des guerres extérieures ? Leurs résultats sont plus pauvres encore. La guerre de Thrace et de Macédoine, sans couvrir les dépenses faites en hommes et en argent, et elles furent grandes, ne s'était point par trop mal terminée. Mais du côté de l'Asie-Mineure, mais dans ses expéditions contre les pirates, la République avait fait complet naufrage. La guerre asiatique avait amené la perte de toutes les conquêtes, fruit de huit campagnes : dans la guerre contre la piraterie, les Romains s'étaient vus chasser de « leur mer [*mare nostrum*] ». Jadis, confiante dans l'irrésistible force de ses armées de terre, Rome avait étendu son empire jusque sur le deuxième élément. Aujourd'hui la grande République est devenue impuissante sur les mers, et elle semble à la veille de perdre ses conquêtes continentales en Asie. Sécurité des frontières, relations paisibles et respectées du droit des gens, protection de la loi, administration régulière, tous ces bienfaits que doit garantir l'État constitué semblent tous à la fois disparaître du milieu des peuples unis sous le sceptre de Rome : les dieux bienfaisants sont remontés dans l'Olympe, laissant

cette terre de misère en proie aux pillards et aux bourreaux officiels ou volontaires. Et ce n'était pas seulement pour le citoyen, jaloux de ses droits, armé du sens politique, qu'une telle décadence était un malheur public. Par l'insurrection du prolétariat, par le banditisme et la piraterie organisés comme plus tard, au temps des *Ferdinands* du royaume de Naples, le sentiment du mal allait se propageant dans toute l'Italie, jusque dans les vallées les plus reculées, jusque dans les plus humbles huttes : quiconque se mouvait ou commerçait, quiconque achetait un boisseau de blé, subissait dans sa personne le contre-coup de la détresse générale.

Faut-il se demander à qui reporter la cause de ce mal inouï, incurable ? Combien étaient nombreux ceux qu'on eût pu accuser ! Possesseurs d'esclaves, ayant le cœur dans leur bourse ; soldats sans discipline, généraux lâches, ou incapables, ou téméraires, démagogues du Forum à la chasse de fausses idées, chacun d'eux avait part à la faute, ou plutôt qui donc n'en était point responsable ? On se disait instinctivement que ces malheurs, ces hontes et cet écroulement colossal ne pouvaient venir d'un seul. De même que la grandeur de la République romaine n'avait point été faite par quelques hommes d'un génie supérieur, et qu'elle sortait d'une agrégation civique organisée puissamment, de même la chute de l'édifice provenait, non des actes d'un petit nombre d'individualités funestes, mais du vice de la désorganisation générale. La grande majorité du peuple était pervertie ; chacune des pierres étant pourrie, contribuait pour sa part à la ruine de l'ensemble : les fautes commises par la nation entière, la nation entière les payait. On était injuste, quand voyant dans le pouvoir l'expression dernière et concrète de la cité, on le proclamait seul responsable de toutes les maladies, incurables ou non, du corps social : mais ce qu'il y avait de vrai, c'est que le pouvoir contribuait dans une proportion effrayante aux fautes de tous ! Dans la guerre d'Asie-Mineure, par

exemple, où l'on ne vit aucun des principaux du Sénat engager plus particulièrement sa culpabilité propre, et où Lucullus même, en ce qui touche les faits militaires, fit preuve de talent, et acquit de la gloire, il apparut en plein jour combien l'insuccès avait tenu au système même du pouvoir, à l'abandon récent et par trop insouciant de la Cappadoce ou de la Syrie, à la situation mauvaise faite à un général habile, en face d'un conseil de gouvernement demeurant incapable de toute décision énergique. Dans la question de la police des mers, le Sénat avait eu la bonne pensée de donner aux pirates la chasse partout à la fois : mais cette pensée, mal exécutée, fut désertée bientôt, et l'on en revint à la vieille et absurde tactique, d'envoyer les légions contre « la cavalerie de mer ! » Ainsi furent entreprises les expéditions de Servilius et de Marcius en Cilicie, de Métellus en Crète : ainsi Triarius imagina d'envelopper Délos dans une muraille, pour la défendre des corsaires. Vouloir dominer la mer par de tels moyens, c'est agir comme le Grand-Roi des Perses, qui la fouettait, croyant ainsi l'assujettir. Le peuple romain avait donc jusqu'à un certain point raison quand il imputait au gouvernement la banqueroute politique de l'heure actuelle. Toujours avec le rétablissement de l'oligarchie, la mauvaise administration était rentrée dans Rome, après la chute des Gracques, après celle de Marius et celle de Saturninus. Et pourtant jamais l'oligarchie ne s'était montrée à la fois plus puissante et plus infirme, en même temps que corruptrice et corrompue. Le pouvoir cesse d'être légitime quand il ne sait plus gouverner ; et qui a la force de le renverser, en a aussi le droit. Un pouvoir incapable et criminel peut, cela est vrai malheureusement, fouler longtemps aux pieds l'honneur et la fortune du pays, avant que se rencontrent les hommes qui, s'emparant des armes terribles forgées par lui-même, les tournent aussi contre lui ; avant que les bons se soulèvent, et que la détresse des masses évoque enfin la révolution, cette fois juste !

Il est beau sans doute de se faire un jeu du bonheur des peuples, et ce jeu peut durer de longues années; mais l'heure traîtresse arrive où le joueur tombe dans l'abîme; et nul n'accuse la hache qui, frappant l'arbre aux fruits mauvais, en tranche aussi les racines! A Rome, l'heure de l'oligarchie avait sonné. Les guerres de Pont et d'Arménie, la lutte avec les pirates, voilà les dernières et prochaines causes de la chute de la restauration Syllanienne, et de l'avènement de la dictature militaire au lendemain d'une nouvelle révolution!

### CHAPITRE III

#### CHUTE DE L'OLIGARCHIE. PRÉPONDÉRANCE DE POMPÉE

La constitution donnée par Sylla se tenait encore debout. L'orage suscité par Lépidus et Sertorius avait été écarté sans de trop grandes pertes. Mais l'édifice conçu par l'énergique pensée du dictateur restait à demi construit, et le Sénat avait négligé de l'achever. C'est ainsi que sans abandonner formellement sa main-mise sur les terres destinées par Sylla aux allotissements, mais non encore divisées en parcelles, le gouvernement n'avait en aucune façon procédé à leur partage : bien plus il les laissait provisoirement, et sans régulariser les titres, dans la main des anciens propriétaires : ailleurs et sur des fonds domaniaux, de même impartagés, il tolérait que certains individus vinssent arbitrairement s'établir, en vertu de cette ancienne pratique de l'*occupation*, abolie pourtant de fait et de droit par la réforme des Gracques (V, p. 357). Quant aux mesures diverses prises par le dictateur, on les ignore ou on les annule suivant qu'elles sont indifférentes

La constitution de Sylla. Comment elle est maintenue.